

# VI. Élargir le partenariat

## 1. Promotion de la coopération Sud-Sud

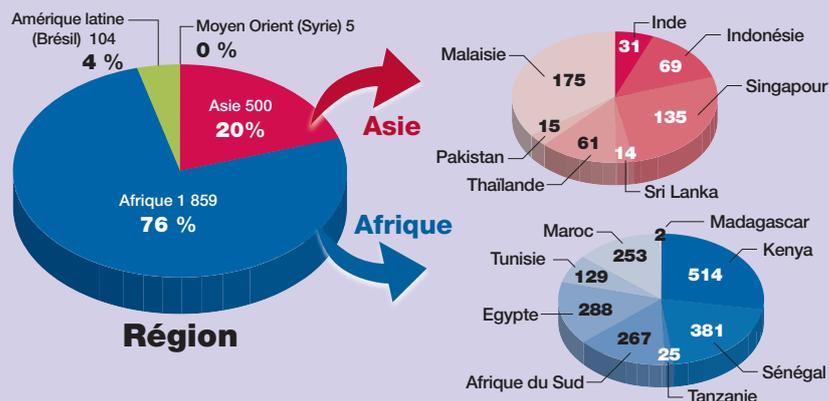
Les principaux outils de la coopération triangulaire avec le Japon sont la "Formation dans un pays tiers" et les "Experts d'un pays tiers". Grâce à ces efforts, le Japon soutient la coopération Asie-Afrique, la coopération

Afrique-Amérique latine, et celle au sein des régions africaines, qui représente actuellement la plus grande partie de cette coopération qui comprend notamment les initiatives OSBP, OVOP, SMASE, et CARD.

### Appui du Japon à la coopération triangulaire

Dans le cadre du Programme de formation dans un pays tiers en 2008 et 2009, 2 468 ressortissants d'Afrique subsaharienne (45 pays) ont participé aux 144 formations organisées. En ce qui concerne la coopération Afrique-Asie, des formations de la JICA se sont déroulées dans huit pays d'Afrique, à savoir : Kenya, Sénégal, Égypte, Afrique du Sud, Maroc, Tunisie, Tanzanie et Ouganda. En outre, un total de 17 experts de pays tiers (Philippines : 1, Indonésie : 7, Brésil : 2, Kenya : 5 et Mali : 2) ont été envoyés en Afrique subsaharienne.

### Nombre de participants originaires d'Afrique subsaharienne au Programme de formation dans un pays tiers par région et pays d'Asie et d'Afrique



### Coopération entre Afrique et Asie

#### ● Égypte : Formation en techniques de riziculture

L'approvisionnement de riz dans pays sub-sahariens ne parvient pas à faire face à la demande croissante. Face à cette situation, la formation de la JICA aux techniques de riziculture pour l'Afrique a été mise en œuvre au Caire afin d'utiliser les techniques avancées de riziculture existantes en Égypte dans l'objectif de doubler la production de riz en Afrique.

En 2010, 20 promoteurs et gestionnaires issus de 13 pays africains ont participé à la formation et ont étudié entre autres pendant cinq mois la mécanisation agricole, les techniques d'élimination des parasites

et l'économie de la production rizicole au Centre agricole international situé en Égypte. Cette formation illustre la coopération Sud-Sud que mène l'Égypte avec l'aide du Japon.



Participants à la formation en train de planter du riz



Conférence au Centre agricole international (Égypte)  
(Photos : JICA)

### Appui à la coopération triangulaire par autres partenaires de la TICAD

#### PNUD :

A travers l'aide des fonds japonais, le PNUD a soutenu, en partenariat avec l'UNESCO, des activités contribuant à la promotion de la coopération Asie-Afrique, notamment le Forum d'affaires Afrique-Asie (AABF) et le Réseau universitaire de développement Afrique-Asie (AADUN). En ce qui concerne l'AADUN, une stratégie a été élaborée et la charte du Conseil de recherche a été adoptée en 2009 par les universités et les institutions de recherche de six pays africains (Algérie, Ile Maurice, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie) et quatre pays asiatiques (Inde, Indonésie, Malaisie et Thaïlande). Le secrétariat a été ouvert dans l'Université de Malaya en Malaisie et un total de 21 universités sont engagées dans les activités de l'AADUN.

#### La Banque mondiale :

A travers le Fonds fiduciaire pour le partage des expériences Sud-Sud (SEETF) fondé en 2008, 17 pays africains ont reçu environ 604 000 dollars pour participer à cinq partages d'expérience en 2010. Afin de mieux intégrer les échanges Sud-Sud, l'Institut de la Banque mondiale a mené en novembre 2010 un "Concours pour le partage des expériences Sud-Sud". Sept propositions africaines se sont partagé es un financement de presque 300 000 dollars.

#### Vietnam, Thaïlande :

Le Vietnam et la Thaïlande participent de manière active à la coopération Asie-Afrique. La Thaïlande collabore à l'Initiative "Un village, un produit" (OVOP) et un professeur de la Thai University a fait une présentation sur l'OTOP ("Un Tambon (village), Un produit") lors du premier Séminaire OVOP africain intra-régional qui s'est tenu au Kenya en novembre 2010. Il a fait quelques recommandations pour les activités en Afrique, destinées à favoriser le partage d'expériences entre l'Asie et l'Afrique. Le Vietnam a quant à lui envoyé entre 2008 et 2010 plusieurs experts, issus notamment des secteurs



de l'éducation et de la santé, au Mali, au Mozambique, à Madagascar, en RDC, au Rwanda, au Tchad et en Guinée. En outre, le Vietnam a signé huit Protocoles d'accord/Accords de coopération dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, de l'aquaculture, des quarantaines phytosanitaires, etc., avec six pays africains (Algérie, Nigéria, Sierra Leone, Namibie, Tchad et Egypte).

Pham Gia Khiem, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Vietnam, lors du 2<sup>e</sup> Forum Vietnam-Afrique (Photo : Min. affaires étrangères du Vietnam)



## 2. Approfondir l'intégration régionale

En s'appuyant sur la vision de l'Union africaine "d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, grâce à ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale", la CUA a élaboré le projet de l'Université panafricaine (PAU) en tant que pierre angulaire de la politique de l'UA pour revitaliser l'éducation supérieure en Afrique. Suite à la décision de l'Assemblée de l'UA de juillet 2010, les chefs d'Etat et les gouvernements de l'UA ont défini cinq domaines différents pour constituer la PAU et les ont répartis entre les cinq régions géographiques.

A travers ses programmes régionaux, le PNUD a aidé l'approfondissement de l'intégration régionale et le développement de la capacité des institutions régionales et sous-régionales telles que l'UA, la CEDEAO, la SADC

et l'EAC. Dans ce cadre, des propositions de projet sur le développement de capacité en négociation commerciale pour les diplomates africains et sur le renforcement des capacités institutionnelles des communautés économiques régionales pour le développement du secteur privé et du développement des marchés favorisant l'insertion sociale en Afrique ont été faites pour être mises en œuvre avec le financement du gouvernement japonais. Ces propositions doivent renforcer les capacités des communautés économiques régionales (REC) pour le développement du secteur privé afin d'apporter aux négociateurs africains des compétences, des connaissances et des réseaux indispensables pour qu'ils puissent aborder plus efficacement les négociations commerciales internationales.

## 3. Élargir le partenariat

### Partenariats avec le secteur privé

Comme indiqué dans la section II.1, le gouvernement japonais a soutenu le développement de systèmes d'infrastructures intégrées. Ainsi, le Ministère des affaires intérieures et des communications (MIC), en collaboration avec le MOFA, le METI et l'ARIB (Association of Radio Industries and Businesses) travaille depuis mai 2010 à l'extension en Afrique du système ISDB-T de radiodiffusion numérique terrestre (DTB, système japonais et brésilien), en ciblant d'abord la région d'Afrique australe (SADC). Lors de la réunion ministérielle de la SADC sur les TIC en novembre

2010, le système européen (DVB-T2) a été adopté en tant que norme recommandée, mais il a également été décidé que chaque pays pouvait décider du système à adopter à titre individuel. En février 2011, des hauts-fonctionnaires du gouvernement d'Angola sont venus au Japon et ont signé un Mémoire d'entente dans le secteur des TIC, incluant le DTB. Le Japon organisera bientôt des séminaires pour mener des essais de diffusion au Botswana et en Angola ; la RDC et la Zambie ont exprimé leur intérêt pour le système ISDB-T.

### Collaboration avec la société civile

La société civile, les ONG et les fondations ont été étroitement impliquées dans le processus de la TICAD et des représentants de la société civile issus aussi bien du Japon que des pays africains ont participé aux réunions ministérielles de suivi. En mars 2011, les activités de 25 sociétés civiles/ONG/fondations avaient déjà été enregistrées dans la base de données lancée l'an dernier au cours de l'exercice 2009. L'organisme Japan Platform

(JPF) a mis en œuvre des projets en faveur du retour des réfugiés et des déplacés internes, et du développement des communautés dans le sud du Soudan. Cela a représenté 770 millions de yens à travers des prêts d'ADP pendant l'exercice 2010 (la Japan Platform constitue un cadre à travers lequel les ONG, la communauté d'affaires et le gouvernement coopèrent dans l'aide d'urgence et de la reconstruction).

### Coopération universitaire

Il existe plusieurs accords individuels de coopération entre des universités japonaises et africaines ou des instituts. Certains sont reliés à des projets ou à des programmes spécifiques mis en œuvre par le gouvernement japonais, tels qu'E-JUST. Pour d'autres, les universités japonaises sont directement impliquées dans une collaboration avec les gouvernements de pays africains. Par exemple, le GRIPS japonais (Collège doctoral de recherche politique) s'est engagé depuis juin 2009 en Ethiopie dans

le dialogue politique pour le développement industriel avec le premier ministre éthiopien depuis juin 2009 avec l'aide de la JICA. Le GRIPS soutient l'étude de la JICA sur l'amélioration de la qualité et de la productivité (Projet Kaizen) conçu pour ancrer les procédures Kaizen (littéralement "amélioration continue") dans les entreprises privées locales, qui est en train de prendre racine dans le développement industriel en Ethiopie.